

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France
Unité territoriale des Yvelines

Arrêté de mise en demeure n° 33733
concernant la société MCEI pour les installations exploitées à Achères

**Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2014 autorisant la société MCEI à exploiter rue de Seine, lieu-dit « la Croix d'Achères » à Achères une installation de démontage et découpage de navires fluviaux hors d'usage ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 mai 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à la visite de contrôle du 27 avril 2015;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission susvisée ;

Considérant que l'exploitant n'a pas mis en place une procédure d'acceptation des déchets et n'a pas justifié des contrôles documentaires réalisés sur le véhicule fluvial en cours de démantèlement ;

Considérant que le registre des déchets n'a pu être fourni à l'inspection des installations classées ;

Considérant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus n'ont pas été mis en place ;

Considérant l'absence de fermeture étanche permettant de confiner une éventuelle pollution accidentelle ;

Considérant que les merlons de terre n'ont pas été évacués du site ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 5.1.5, 5.1.7, 7.2.2, 7.3.1, 7.4.1 et 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2014;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MCEI de respecter les prescriptions des articles sus visés de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2014, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRETE

Article 1^{er} : La société M.C.E.I, dont le siège social est 13 rue Jean Giono à Pontcharra sur Turdine (69490), exploitant une installation de démantèlement de navires fluviaux hors d'usage rue de Seine, lieu-dit « La Croix d'Achères » à Achères, est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté de satisfaire, dans un délai maximum de deux mois, aux prescriptions des articles suivants de l'arrêté d'autorisation du 21 octobre 2014 :

- 5.1.5 Déchets entrants
- 5.1.7 Registre et traçabilité
- 7.2.2 Moyens de lutte contre l'incendie
- 7.3.1 Rétentions et confinement
- 7.4.1 Détermination des scénarios d'inondation et 7.4.2 Dispositions constructives

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société MCEI, et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
 - sous-préfet de Saint Germain en Laye,
 - maire de la commune d'Achères,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie,
 - directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 9 JUIN 2015
Le Préfet des Yvelines,

Pour le préfet et par délégation
Le chef de l'unité territoriale des Yvelines


Henri KALTEMBACHER